

## prise de parole de l'UL FO de Saintes le 5 février 2019

Voilà plus de trois mois que les salariés des secteurs privé et public, les retraités, les chômeurs, les lycéens, les étudiants de ce pays font vivre dans ce pays la démocratie en acte. Quelles qu'en soient les formes prises, de manifestations devant les lieux de pouvoir et de l'argent, en blocages de ronds-points, de dépôts pétroliers et d'autoroutes, ces mobilisations montrent combien la capacité à inventer la démocratie ne manque pas dans ce pays, pour faire entendre les voix que les canaux du pouvoir et de l'argent prétendent museler.

Voilà des années que les salariés des secteurs privé et public, que les retraités, que les chômeurs, que les lycéens et les étudiants de ce pays sont mobilisés contre les attaques que ce pays subit dans sa démocratie, sociale.

Voilà des décennies que les salariés des secteurs privé et public, les retraités, les chômeurs, les lycéens, les étudiants de ce pays souffrent d'une baisse incessante des salaires, des pensions et des acquis sociaux durement gagnés par les générations précédentes.

Et quelles que soient les prétendues annonces de prétendue relance de l'économie par des cadeaux gigantesques et réguliers au patronat, les excuses qui sont apportées ne trompent personne. Ni le prétendu ruissellement des bénéfices qui découlerait de ces mesures, ni les négociations fumeuses avec la grande distribution pour prétendument revaloriser le pouvoir d'achat, ni la désindexation des pensions sur les salaires, ni la transformation de la sécurité sociale en action caritative des pièces jaunes, et encore moins la moralisation à laquelle le politique prétend rappeler ponctuellement le capital ne nous trompent. La réalité, ce n'est pas celle de ces discours : la réalité, c'est celle que nous vivons, celle des bas salaires, la réalité de la précarité, des temps partiels imposés, la réalité du chômage, et celle de mise au pas de l'éducation et de la jeunesse pour cette politique du toujours pire. Voilà le quotidien de la France aujourd'hui.

Les 99% de ce pays n'en peuvent plus.

Le peuple de ce pays, celui que la constitution nomme ainsi, n'en peut plus.

Nous refusons d'être abrutis par une communication de grands médias de propagande.

Nous refusons que l'État se serve d'armes de guerre contre le peuple, et qu'il mette en place un appareil de lois non seulement illégitimes, mais qui, en rognant sans arrêt sur les libertés, mettent progressivement en place, et de plus en plus rapidement, un État qui s'apparente à la tyrannie.

Même si, comme dans toute tyrannie qui ne dit pas son nom, le tyran du moment et ses courtisans assurent qu'il agit pour la sécurité de son peuple, pour le « protéger » des débordements lors de ses manifestations. Même si, comme dans toute tyrannie, la parole politique devient mensongère, et prétend apporter la paix alors qu'il organise la guerre.

Et les salariés des secteurs privé et public, les retraités, les chômeurs, les lycéens, les étudiants de ce pays qui ont participé aux mouvements de ces derniers mois savent, confrontés aux violences qui s'exercent dans le pays, les trucages que tente le président Macron pour imposer son parcours.

Après ses tours de passe-passe où il a donné d'une main pour reprendre de l'autre les quelques miettes lâchées en décembre, le saltimbanque Macron poursuit actuellement son tour de piste pour vendre sa marchandise, dans son grand débat du moment, dont il prépare la synthèse en vue de son référendum qui ne sera guère plus à ses yeux qu'une consultation de son bon peuple.

Par ce tour de piste, le président Macron tente de transformer la société française en une foire, où il joue le rôle du camelot chargé d'assurer le SAV du 1% qui l'a fait élire. Ces garanties, celles qu'il défend et qu'il prépare, ce sont celles

- du démantèlement des services publics,
- du démantèlement du système de retraite solidaire,
- du démantèlement de la sécurité sociale,
- du démantèlement du système d'indemnisation du chômage,
- du refus d'augmenter réellement le SMIC, les salaires, le point d'indice et les pensions.

Et tandis que le président Macron et ses partisans paradent aux galeries des émissions et des reportages des chaînes d'information, dans le même temps il fait violemment charger les mobilisations sociales, qui continuent à être largement soutenues dans tout le pays. Dans les alentours de Saintes, ce sont des tirs d'armes qui estropient comme à Bordeaux, ou c'est un journaliste de Sud Ouest qui est visé et blessé au genou à La Rochelle.

Sa conception et ses méthodes de la sécurité, c'est celle qu'incarnait son plus proche conseiller, Alexandre Benalla.

Sa conception et ses méthodes, ce sont bien celles de la tyrannie, qui agit au profit du 1%, qui est plus riche à elle seule que les 99% restants.

Et à ce 1% des plus riches, le président Macron assure

- 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises, qui démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs,
- la distribution des milliards de cadeaux financiers aux entreprises, et aux grandes fortunes : suppression de l'impôt sur la fortune, de la flat tax, de l'exit tax, le doublement du CICE pour 40 milliards cette année,
- et pour exemple, la suppression de milliers d'emplois dans l'administration fiscale alors que l'évasion fiscale dépasse 80 milliards d'euros par an.

Devant le cap réactionnaire que maintient le président Macron, plus que jamais, l'Union locale Force Ouvrière de Saintes maintient ses appels à l'action et à la mobilisation, pour un partage des richesses qui sont actuellement accaparées par une minorité d'actionnaires et de grands patrons. Les mobilisations de cette semaine à laquelle Force Ouvrière appelle, avec un rassemblement à Matignon le 7 février, participeront à construire ce rapport de force interprofessionnel.

C'est pourquoi l'Union locale Force Ouvrière appelle, encore et encore, à la mobilisation pour gagner les revendications des salariés des secteurs privé et public, des retraités, des chômeurs, des lycéens et des étudiants de ce pays :

- l'arrêt de la répression policière, l'amnistie pour les manifestants arbitrairement condamnés et pour les militants syndicaux sanctionnés par le patronat. *Pas touche au droit de manifestation !*
- La hausse immédiate du SMIC à 1 800 €, augmentation générale des salaires, du point d'indice pour les fonctionnaires et des pensions dans la même proportion.
- Le développement de tous les services publics pour tous, et sur tous les territoires.
- Le retour à la retraite pleine et entière à 60 ans, l'abandon de toute réforme de retraite par points et le maintien de tous les régimes de retraite.
- La baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, avec plus de justice fiscale notamment avec la remise en place de l'ISF et la fin des avantages et des cadeaux fiscaux multipliés aux entreprises.
- L'abrogation de la loi travail et des ordonnances Macron.
- Le retrait du projet de loi de la prétendue « école de la confiance », et l'abandon des réformes des lycées généraux et professionnels, de la réforme du baccalauréat et de Parcoursup.

Tous en grève aujourd'hui !

Tous en réunions, en AG dans nos entreprises, nos établissements, et ce dès demain pour mettre en discussion la poursuite des actions et de la grève jusqu'à satisfaction des revendications!

Tous à Matignon jeudi prochain, 7 février !

Tous mobilisés cette semaine, et dans les semaines à venir, pour gagner !